L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 17 JUILLET 1877. 50me année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 17 JUILLET.

Le suffrage universel et l'administration des grandes villes.

Nous avons eu plusieurs occasions de constater dans la presse américaine une tendance assez sérieuse à réagir contre les abus du suffrage universel appliqué à l'administration des grandes villes. En France, où l'on n'en est qu'à la lune de miel du suffrage universel, l'administration des affaires municipales des grandes villes n'a encore eu de reproches à encourir que de la part des ignorants et des fanatiques qui ont été honorés, par la confiance aveugle de leurs concitoyens, du soin de veiller sur des intérêts qu'ils étaient incapables de comprendre. Mais qu'il y ait encore quelques élections faites d'après le même système et aux fournées d'incapables succéderont les fournées de coquins qui se feront élire pour exploiter les budgets municipaux.

Aux Etats-Unis, le système a porté tous ses fruits et c'est quand il n'y a pour ainsi dire plus rien à voler et qu'il est impossible d'augmenter les dettes, que l'on commence à comprendre la nécessité d'apporter un correctif aux égarements du suffrage universel ou de constituer une garantie quelconque pour les intérêts dont les élus de ce suffrage font généralement si bon marché.

La première tentative de réforme a eu lieu dans l'Etat de New York, où, à la suggestion de M. Tilden, une commission a été nommée pour rechercher les moyens d'accorder aux contribuables intéressés le plus directement dans la gestion des finances municipales, une représentation dans les conseils de la ville, représentation que le nombre s'abstient le plus souvent de leur accorder.

Cette commission a proposé, il y a déjà quelques mois, de faire élire par les contribuables seuls, un conseil séparé qui existerait parallèlement au conseil élu par le suffrage universel. La proposition a soulevé d'ardentes colères chez les organes des politiciens. Le *Daily Bulletin*, journal commercial et financier, a pris énergiquement la défense des intérêts opprimés par la loi du nombre. Il a soutenu contre l'*Express* la nécessité d'exclure du droit de participer aux élections municipales les gens nomades qui ne paient pas de loyer et ceux qui ne paient qu'un loyer tout à fait insignifiant.

Dans un article daté du 9 avril dernier, le Chicago *Times*, l'un des journaux les plus répandus du Nord-Ouest, s'exprimait ainsi sur le même sujet :

Le suffrage universel ruinera éventuellement toute ville du monde qui deviendra une grande ville. Car à mesure qu'une devient plus peuplée, la proportion des non propriétaires fonciers aux propriétaires fonciers augmente jusqu'à ce que les premiers deviennent le corps le plus nombreux. C'est un corps qui, en règle générale, ne comprend pas qu'il ait le moindre intérêt à une administration économe et qui généralement, choisira des personnes de sa classe pour administrer les biens des autres d'après le principe communiste qui consiste à partager la fortune de ceux qui économisent entre ceux qui ne font que dévorer.

C'est dans cette classe que les démagogues et les affamés qui aspirent aux emplois pourchassent toujours des votes et aussi qu'ils les trouveront. Et l'expérience prouve que le fonctionnaire public nommé à un scrutin ferme généralement, ou qu'ils désirent ceux qui l'ont élu et se gardera bien de les contrarier.

Il faut que le mal ait été poussé bien loin pour que des journaux américains, si scrupuleux adorateurs du self-government aient osé s'élever la voix contre le suffrage universel.

C'est déjà un grand point de gagné pour les réformes à accomplir que l'aveu fait par la presse américaine que tout n'est pas parfait dans la république modèle et qu'il y a bien des correctifs à apporter dans la pratique, à l'application des doctrines sacro-saintes du *self-government*.

Voici, maintenant, le *Herald* qui invoque l'autorité de Grant en cette matière. Grant devenant conservateur et reconnaissant que Londres est mieux administrée que New York :

L'article du *Herald* est trop curieux et trop instructif pour que nous ne le reproduisions en entier. Le voici :

Dans une entrevue qu'il a eue, dernièrement, avec le correspondant d'un journal de Londres, le général Grant a établi une comparaison entre le gouvernement des villes anglaises et celui des villes américaines. Le parallèle n'est pas très favorable à celles ci. " Vous avez à Londres, a-t-il dit, un lord-maire choisi parmi les aldermen, qui s'intéressent à la prospérité de leur capitale." Ici, l'ex-président a expliqué avec beaucoup d'exactitude et de clarté le rouage de l'administration, puis a ajouté : " Quel contraste avec l'état des affaires à New York! La dette sommes toutes, provenant de l'impôt ont été volées, et les propriétés, si on les offrait en vente, ne rapporteraient pas le montant des hypothèques qui pèsent sur elles. Je ne sais où cela ira, mais ma conclusion est que la ville sera ruinée. Voyez avec quel soin les autorités veillent sur la voirie et sur l'éclairage, avec quelle habileté elles dirigent le trafic? La police aux semble excellente, et, cependant, elle est appelée à s'occuper d'une certaine classe d'individus aussi dangereuse et bien plus nombreuse que celle de New York."

La critique est juste, mais il ne faut pas oublier qu'il n'existe pas, à Londres, de partis politiques qui, tous les ans, luttent avec acharnement à l'occasion de l'élection d'aldermen, qui, tous les deux ans, choisissent un maire et, chaque année, à toutes les époques de l'année, se plongent dans des intrigues et des combinaisons afin de s'emparer de l'administration des départements.

La métropole anglaise ne jouit pas des glorieux privilèges du suffrage universel et de scrutins appliqués à l'élection de son premier magistrat et de son conseil; elle ne peut pas s'endormir en paix à l'ombre du Tammany Hall, cachet derrière ses officiers municipaux et restant leurs actes.

S. New York est écrasé de dettes, s'il plie sous le fardeau des taxes, si ses rues sont pitoyablement pavées et d'une hauteur sur cent, si sa police est incapable, si l'on y déplore la présence de pestes artificielles, telles que les " Harlem flats " la raison en est bien simple : c'est que le gouvernement de la ville est un gouvernement de *politiciens*, dirigé par les politiciens, dans l'intérêt des politiciens.

Les voyageurs traversent Londres avec rapidité, dans tous les sens, parce que quand on s'est aperçu que le transport à la force de la vapeur était une nécessité publique, on s'est assuré les avantages sur le champ et personne n'a songé à se demander si les propriétaires de lignes d'omnibus, de fiacres et d'autres moyens de transport en souffriraient.

New York est privé des avantages de la vapeur parce que les corporations auxquelles appartiennent les chars à cheval ont assez d'influence politique et financière pour empêcher que la vapeur ne soit appliquée au trafic.

Londres a des rues admirablement pavées et d'une propreté remarquable parce que le pavage, les réparations et le nettoyage, dès qu'ils sont nécessaires, se font comme il convient et que des travaux de ce genre soient exécutés.

Avant que les pavages de New York puissent être améliorés, il faut que le conseil autorise le travail, même si une allocation a été votée. Les aldermen refusent d'adopter les ordonnances nécessaires avant que le commissaire des travaux publics consente à se servir de matériaux qui ne valent rien, mais dans la vente desquels ils ont un intérêt, ou d'employer les " ouvriers " qu'ils lui désignent—de sorte que les rues de New York restent dans un état que M. Walter, du *Times* de Londres, déclare être plus dégoûtant que celui des rues de Constantinople.

Les immondices couvrent New York parce que l'argent destiné au nettoyage est gaspillé pour gagner des scélérats paresseux qui sont imposés par les politiciens et négligent leur besogne tout en ayant soin de toucher leurs gages.

New York devrait être aussi bien pavé et nettoyé que Londres, sa police devrait être aussi efficace que celle de la capitale anglaise, mais si les citoyens de New York veulent que cela soit, il faut qu'ils arrachent les rênes du gouvernement des mains des politiciens, il faut, pour emprunter l'expression du regretté Lincoln, que nous ayons un gouvernement du peuple, créé par le peuple et dirigé dans l'intérêt du peuple.

VENTE DE GAGES NON RACHETÉS.—Les délinquants sont prévenus que tous les gages non rachetés, sur lesquels l'intérêt n'a pas été payé jusqu'au 1er janvier, seront mis en vente au Bureau de prêt de la rue Baronne, 17, à partir du 1er aout prochain.

LA PERSPECTIVE FINANCIÈRE. — Nous extrayons de la circulaire trimestrielle de MM. R. G. Dun & Co., dont un exemplaire nous est communiqué par l'agent local, M. Webster, les intéressantes informations qui suivent :

Le nombre total des faillites aux Etats-Unis, pour le second trimestre de 1877, a été de 1880, avec un passif total de $45,068,697, ce qui donne une moyenne de $23,972. Le nombre des faillites pendant les six premiers mois de 1877 a été un peu plus considérable que dans le premier semestre de 1876, mais le montant des passifs a légèrement diminué.

Ces chiffres indiquent que les affaires aux Etats-Unis ont bien de la peine à s'améliorer, bien que l'argent soit abondant. Les causes de la prolongation de cette crise qui dure depuis 1873, sont multiples et il est difficile de les préciser. Parmi ces causes on peut mentionner la rapidité avec laquelle des dettes de toute nature ont été créées. La dette nationale de 61 millions en 1860, s'est élevée à 2200 millions en 1877, la dette des Etats s'élève actuellement à 375 millions, celle des municipalités à 1000 millions, celle des chemins de fer à 2,350 millions, les escomptes et prêts des Banques nationales à 1000 millions et on peut évaluer les prêts par les compagnies d'assurances et les prêts hypothécaires à 500 millions. Cela forme un immense total de dettes connues de $7,375,000,000. On peut calculer quelle proportion l'intérêt de cette énorme somme absorbe des revenus annuels du pays.

Comme contre partie à cette partie sombre du tableau, la circulaire contient des nouvelles très encourageantes de tous les points de l'Union sur la perspective des diverses récoltes.

UN BUREAU D'IMMIGRATION EN LOUISIANE.—Les commissaires d'immigration récemment nommés par le gouverneur Nicholls, se sont réunis dernièrement et ont élu le Dr Wm. Bogel, président et M. W. P. Frerat, secrétaire. Les autres membres sont MM. Daniel Dennett et A. Kreutz. Comme le bureau n'a pas de budget, ses membres n'ont pas de salaires, et ils comptent sur des souscriptions volontaires pour leur permettre de faire imprimer et circuler des brochures, des cartes et des feuilles volantes, destinées à faire connaître les avantages qu'offre la Louisiane aux immigrants. Le bureau s'est mis à l'œuvre avec un zèle fort louable, et nous avons déjà reçu de lui une carte de la Louisiane contenant au dos de très utiles informations.

L'ARMÉE DU TENNESSEE.—On verra par un avis du général Beauregard, président de l'Association de l'armée du Tennessee, qu'il y aura une réunion des membres de cette Association, ce soir, mardi, à l'Institut " Mechanics " dans l'ancienne salle du Sénat, à sept heures.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Vigilant*, de Donaldsonville :

RÉCOLTE.—Les rapports qui nous arrivent de tous les points de la paroisse, confirment l'assertion que les habitants ont le droit de s'attendre à une moisson abondante. Grâces aux pluies que nous avons eues depuis quelques jours, la récolte de maïs est entièrement sauvée, et la canne à sucre qui avait l'air d'être un peu retardée pousse à vue d'œil. Avec quelques années propices la misère qui nous avait envahi disparaîtra pour faire place à l'aisance et au bien-être. Armons-nous donc de courage, redoublons d'efforts et familiarisons nous avec l'idée que l'agriculture seule peut nous sauver.

Le *Pelican*, des Avoyelles, relate que le 10 courant une tentative a été faite pour incendier, à l'aide de pétrole, la petite ville de Ste-Marie sur le chemin neuf. Les incendiaires avaient allumé le feu aux deux extrémités. Heureusement on s'en est aperçu à temps et les voisins accourant ont pu se rendre maîtres du feu.

MEUBLES ! MEUBLES !!—Ce n'est pas à tort que la maison de Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, est appelée le "Palais des Meubles". On trouve, en effet, dans cette fabrique, des meubles de tous genres, de toutes formes, de tous styles et de tout prix. Ils sont tous très habilement et très solidement confectionnés. Allez y et voyez de vos propres yeux.

L'ANCIENNE ET FIDÈLE VOIE DE JACKSON.

TOUJOURS LA PREMIÈRE.

Cette ancienne voie favorite des voyageurs a été grandement améliorée; ses rails sont en acier, elle a de nouveaux ponts de fer et de nouveaux wagons. Les trains y circulent maintenant avec autant de régularité que de rapidité. Ils se relient avec exactitude aux convois des autres lignes. C'est le chemin le plus court et le meilleur vers l'est par Louisville et Cincinnati.

Ceux qui font des voyages de plaisir peuvent, en prenant cette route, aller par Chicago et le Canada, ou par Buffalo et les chûtes du Niagara, à New-York et aux villes de bains du Nord, au même prix que par Louisville ou par les lignes de la Géorgie et de la Virginie.

Il y a en vente maintenant, au Bureau du chemin de fer de Jackson, rue du Camp No 25, sous le City Hôtel, des billets d'excursion et de touriste pour tous les principaux lieux de rendez-vous dans l'Est, le Nord et le Nord-Ouest, par toutes les voies désirables.

Il n'y a qu'un changement de wagon entre la Nlle Orléans et New-York et les autres villes de l'Est. Pas de changement entre Chicago, Cincinnati, Louisville et la Nlle-Orléans, ou de St. Louis à la Nlle-Orléans.

Tous les trains ont des palais-dortoirs.

Prenez donc l'ancien chemin de Jackson.

LES NEZ-PERCÉS.—Nous lisons dans l'*Messager franco-américain* :

Les Nez-Percés ne sont pas si sauvages qu'on se l'imagine. Le chiffre de leur population est d'environ trois mille; ce dans ce total il y a 400 jeunes gens en état de porter des armes et dont la moitié à peu près savent lire et écrire l'anglais. Ils ont mis en culture plus de trois mille acres de terre, et grâce à leur persévérance, ils ont à présent 14,000 chevaux, 70 mules, 9,000 têtes de gros bétail, et 500 pourceaux.

L'an dernier, ils ont récolté 30,000 boisseaux de blé et scié à leur établissement 50,000 pieds de planches. On trouve parmi eux des charpentiers, des forgerons, des maçons et des zérbantiers.

S'ils se sont décidés à se révolter, c'est par suite des vols continuels que les agents du gouvernement faisaient continuellement à leurs dépens.

Que le gouvernement fédéral fasse une enquête au sujet de ces révoltes des Peaux Rouges, et il acquerra la preuve qu'elles sont toutes amenées par les rapines de ses agents, ou les brigandages des émigrants blancs.

—Sous ce titre: "Un drame dans les Arènes d'Arles", on lit dans le *Petit Marseillais* du 27 juin :

Les courses de taureaux continuent à être l'occasion de scènes tragiques qui justifient chaque jour davantage les critiques dont elles sont l'objet de la part de la presse.

Dimanche dernier, une course de taureaux avait lieu dans les Arènes d'Arles. Il s'agissait, pour les amateurs qui prenaient part à ce divertissement, d'enlever une cocarde placée entre les cornes des taureaux qu'on surexcitait par tous les moyens. Un employé du chemin de fer à Arles, Guillaume Aubert, entra dans l'arène avec l'espoir de gagner le prix promis au vainqueur; mais il se trouva bientôt aux prises avec un taureau contre lequel il fut obligé de soutenir une lutte fort inégale.

Dans cette lutte, pendant laquelle le malheureux fut plusieurs fois terrassé et rejeté en l'air, une des cornes de l'animal pénétra dans la tête d'Aubert et en détacha l'œil de l'orbite. C'est dans cet état le plus grave que l'employé du chemin de fer a été relevé et conduit à son domicile.

—Dans la séance qui a été tenue hier à l'Académie française, on a procédé à la nominationde son directeur.

M. Emile Ollivier a été élu directeur par 20 voix. M. John Lemoinne a obtenu 3 voix: celles de MM. J. Favre, Jules Simon et Charles Blanc.

M. E. Ollivier avait voté pour M. Xavier Marmier.

—Le Journal de Toulouse annonce que M. Henri Lannes, rédacteur du Réveil des Communes, journal de Saint Gaudens, est traduit devant le tribunal correctionnel de cette ville, sous la prévention d'outrages envers M. le maréchal de Mac Mahon.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le chemin de fer du Parc et du Lac.

M. Thos. H. Handy, l'acquéreur du chemin de fer du Parc et du Lac, a l'intention, aussitôt que la vente aura été approuvée par la cour, ce qui aura probablement lieu d'ici à huit jours, de rétablir le matériel roulant de la voie et de faire reprendre immédiatement le service. De nouveaux chars seront ajoutés aux trains actuels, et le chemin de fer sera continué jusqu'à Milneburg, où une belle gare sera construite. Les points intermédiaires de relache seront le Parc de ville et le Fort espagnol. La ligne que suit le chemin de fer du Parc et du Lac est certainement très pittoresque et nous ne doutons pas qu'une augmentation dans le nombre des chars et un roulage plus accéléré et amélioré ne donnent lieu à des affaires très belles.

Bons à prime—tirage.

Hier matin sur les 9 heures, le maire par interim, les administrateurs, l'avocat de ville et les officiers subalternes du gouvernement municipal, se sont assemblés dans la chambre du Conseil pour assister au tirage de la loterie des bons à prime. Les deux cylindres de verre, dont un contenant 7500 numéros et l'autre 1176 prix, ont été placés respectivement à droite et à gauche de l'appartement. Dans le plus petit cylindre étaient les prix suivants, renfermés dans des morceaux de papiers : 1 prix de $5000—5 prix de $1000 chacun—20 prix de $500 chacun—50 prix de $100 chacun—100 prix de $50 chacun—1000 prix de $20 chacun, ou 1176 prix.

Voici quelques uns des prix qui ont été tirés :

654,663	$ 50
768,282	50
827,600	50
802 048	100
703,297	50
710,898	100
263 830	500
96,942	100
112,811	100
136,081	50
744,636	500
89,684	50
833,813	50
450,413	50
535,769	50
933,246	100
504 984	100
968,992	50
127,317	50
741,144	50
87,267	—
482	1000
392,414	1000
133,011	50
432,590	100
136,160	100
81,187	100
304,713	100
463,971	50
395,367	50
768,230	500
848,206	100
442,319	100
742,569	50
578,179	50
686,795	50
858,905	500
56,949	50
842,213	50
741,909	100
127,326	50
363,693	100
138,577	1000
950 547	50
574,363	50
26,347	50
952,581	50
742,539	50
158,883	50
920,516	50

Meurtre.

Dimanche, vers 1 heure, au canal de la compagnie, paroisse Jefferson, un jeune homme blanc, âgé de 19 ans, nommé Lewis Johnson, a été tué par un nègre nommé Jefferson Dennison, d'un coup de pistolet qui l'a atteint en pleine poitrine. La nouvelle de cette tragique affaire a été apportée ici par le capt. du steamer St. Francis Hyde.

Il paraît qu'il y avait un pique-nique de nègres, dans le voisinage du lieu où le meurtre a été commis, et quand le steamer s'est amarré, Johnson, qui y était employé comme garçon de chambre, croyant que la Belle resterait quelque temps au débarcadère, pensa qu'il pouvait aller voir le pique-nique. Il s'y rendit donc et fit la connaissance d'une jeune fille de couleur nommée Helen Scott. Il dansait avec elle, lorsque Dennison vint et remarqua, qu'Helen s'était engagée à danser avec lui, il prétendait qu'elle ne dansait pas avec un autre.

La jeune femme nia qu'elle eut pris aucun engagement à ce sujet, dans cette dégénération elle fut soutenue par Johnson qui continua à danser avec elle. La danse finie Dennison invita Johnson à aller dans le champ voisin pour régler cette affaire entre un dandi loyal à coups de poings. Johnson accepta le défi et les deux hommes s'éloignèrent.

Ils ne furent pas plus tôt arrivés au lieu désigné par Dennison pour revolver, qu'il mit la main à sa poche et tira sur Johnson. Ce dernier porta ses mains en avant et s'écria qu'il n'avait pas d'armes, mais son assaillant n'en tint pas compte et décéda le lendemain vers 10 heures et 10 ½ du matin. Johnson tomba raide mort aux pieds de son assaillant.

Après ce coup infernal, Dennison s'est sauvé vers les bois et il est traqué jusqu'à présent, sans qu'on ait pu le prendre.

L'ingénieur de la Belle dit qu'il a vu le nègre lever son pistolet contre Johnson et qu'il a cru de ne pas tirer, mais il était trop tard et il est fort probable que le nègre n'a pas entendu. Dennison a été employé pendant longtemps sur l'habitation Millandon. Le coroner de la paroisse de Jefferson a fait la levée du corps.

Escroqueries multipliées.

Ben Berkery qui déjà a été condamné à pénitencier pour faux et qui fut pardonné par Mr Kellogg dans les derniers jours de son terme, a été arrêté dimanche soir, pour de nouvelles escroqueries, par l'officier J. Tech, au coin des rues Dauphine et St. Louis, et conduit au poste de la Troisième station. Il était une manière très simple d'escroquer de l'argent. Il entrait, le fonet à la main, dans les magasins et, prétendant que son dray s'était cassé à quelque lieue de la distance, il demandait une ou deux piastres en emprunt en nom de la maison bien connue qui l'employait et qu'il s'empresserait de rembourser la bagatelle dont il avait besoin pour réparer son dray et ne pas rester en route. Beaucoup de négociants lui remettaient de confiance l'argent qu'il demandait et ne le revoyaient plus. Il a été menacé à mettre ce tour en pratique depuis Carrollton, combien de gens a-t-il pu victimer de la sorte aux abattoirs ?

La rue de Bourgogne.

Dimanche soir, vers les 6 heures, un jeune enfant dont nous ne connaissons pas le nom, fut attiré dans une des jolies maisons de plaisir qui font l'ornement de la rue de Bourgogne, entre les rues Conti et St. Louis, et occupée conjointement par Mary Smith, Alice Williams et Mollie Mitchell, et y fut rencontré par une chaine en or. Le détective Mike Hennessey, en ayant été informé, se mit immédiatement à la recherche de ces trois femmes et les eut bientôt découvertes dans le quartier. Il les a arrêtées et espère maintenant pouvoir retrouver la montre et la chaîne.

Ecoles Publiques.

Mr Rogers, surintendant des écoles publiques de la ville, est fort embarrassé du nombre immense de candidats qui se présentent pour faire partie du corps enseignant. Il y en a près de mille, et c'est une tâche laborieuse que de les examiner et choisir les plus dignes. Les seules postes vacantes sont les écoles supérieures des garçons étaient au nombre de 135 dont 34 ont passé leur examen.

Pour l'école supérieure de première classe des filles il y avait 131 postulantes, 23 ont été admises.

Pour l'école supérieure de seconde classe, 106 postulantes se sont présentées, 11 ont été admises.

La proportion des admissions est regardée comme très faible.

M. Rogers compte examiner par jour une centaine de personnes.

Une question.

Mr Markey, entrepreneur des travaux de ville, et la compagnie du chemin de fer de Carrollton, diffèrent d'opinion sur la réparation des ponts dans les rues qui sont traversées par les chars de la dite compagnie. Cette question n'a pas encore été résolue et c'est toujours la même difficulté qui existait avec la ville représentée aujourd'hui par les entrepreneurs adjudicataires.

Le vol de la rue des Dryades.

Delia Aldrich, Amanda Wiltz, Mary Bridges alias Lizzie Williams, ont été traduites sur l'affidavit de Thomas Morehead, qui a son logement le Hôtel des Etrangers. N'ayant pu fournir une caution de $2,500, les prévenues ont été envoyées à la prison de paroisse. Les autres parties, accusées de complicité, ont été envoyées également en prison: faute de caution. M. Morehead dit dans son affidavit que l'argent qu'on lui a volé se composait de billets de $50 et de $100 et qu'il lui a été soustrait par Delia, Amanda et Mary.

Comme nous l'avons rapporté, la police avait d'abord mis la main sur un paquet de $900, qu'une des femmes avait jeté quand elle vit qu'on allait faire une perquisition dans la maison de Carrollton où elle avait été arrêtée. La police a retrouvé encore $941, ce qui fait en tout $1841 sur les $3200 que Moorehead avait dans sa poche lorsque, sédoit par les filles, il entra chez elles. Il reste à recouvrer $1359.

Corps retiré.

Le corps d'Herman Miller, qui s'était noyé samedi dernier en se baignant dans le fleuve devant la Neuvième rue, a été trouvé flottant sur l'eau, lundi matin, près de l'endroit où l'accident était arrivé.

Ecoles publiques.

Les directeurs de ces écoles se sont réunis hier soir; le Rév J. K. Gutheim, occupant le fauteuil en l'absence du président.

Une résolution du chef du comité de finances, M. Collens, est adoptée, autorisant le trésorier du Bureau à payer cinquante pour cent du rôle de paye du mois de septembre de l'année 1876.

Une motion de lever la séance publique prévant et le Bureau entre en séance secrète.

Insolation.

L'agent de police Gibson rapporte à la station centrale : qu'entre onze heures et midi, hier, Mr Hunter, de la raison sociale Hunter & Cookeram, a été atteint d'un coup de soleil, et a dû être transporté à sa résidence. Son médecin, le Dr Axon, a l'espoir de le sauver.

Arrestation.

Robert Brown, accusé d'avoir tué un vieux nègre, nommé l'Oncle John, a été arrêté jeudi et livré au shérif de Terrebonne qui l'a emmené dimanche.

Faits divers

Hier, à deux heures de l'après-midi, un garçon de couleur, âgé de onze ans, Buddy Martin, s'est noyé en se baignant dans le fleuve, en face du chantier de charbon de M. Coyle.

Le feu a éclaté hier soir, à cinq heures un quart, dans la maison en bois, à deux étages, située à l'angle des rues Gaienné et Annonciation, possédée par Mme Wins et habitée par plusieurs familles. Les dommages sont insignifiants et sont couverts par une assurance de $4000 à la Compagnie Hibernia. L'alarme a été donnée à la boîte 51.

L'origine de l'incendie est due à la négligence ou à la malveillance d'un gamin nègre nommé Spencer, qui a mis le feu à des copeaux.

Une collision a eu lieu au coin des rues Magasins et Joséphine, entre les pompes Nos 22 et 23 qui se rendaient au feu, et a eu un fâcheux résultat pour un des chevaux du No 22 qui a éprouvé plusieurs graves blessures.

Un Italien âgé de quarante ans, a été coupé à la poitrine et dangereusement blessé hier, à une heure et demie, rue Tchoupitoulas, entre Religieuses et Ste-Marie, par un nommé Antoine O'Rourke, alias Anti qui a réussi à se soustraire aux recherches de la police. L'italien a été envoyé l'Hopital de Charité.

TEMPERATURE—16 juillet 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin	80	27
Midi	88	31
3 P. M.	90	32
6 P. M.	79	26

CANARD DÉSERTI.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Le prétendu achat de provisions à Chicago par le gouvernement français est formellement démenti par la *Tribune* de New York, qui rapporte en ces termes le résultat d'un entretien à ce sujet entre un reporter de ce journal et M. le consul général de France en cette ville :

"Il est impossible, a dit M. le consul-général, qu'il y ait ici des agents quelconques du gouvernement français sans que j'en sois informé. S'il y avait de tels agents à Chicago, le vice consul français de cette ville le saurait et m'en aurait donné avis. La première chose qu'un agent de la France ferait serait de venir me faire visite. Mais nous n'avons pas d'agents secrets, et toute l'affaire est aussi absurde qu'on puisse l'imaginer. Il est étrange que de pareils bruits puissent mis en circulation. Il y a quelque temps, quatre-vingt chevaux ont été achetés ici pour la gendarmerie coloniale, et on a annoncé que les Français achetaient beaucoup de chevaux dans toutes les parties du monde. J'ai pu seul à écrire des lettres dans tout le pays en réponse à des demandes de renseignements au sujet de prétendus achats de bœufs destinés à la France. Je suis certain que ces messieurs, chargés d'acheter des approvisionnements pour une grande armée, et vous vous adresser au vice-consul de Chicago, vous recevrez une réponse semblable."

La *Tribune* rapporte en outre l'avis de M. de Bodisco, consul général de Russie, qui ne sait absolument rien de cette infâme rumeur. La France, a-t-il dit, n'est pas en guerre, et si elle désirait se procurer des provisions, il n'y aurait pas de raisons pour qu'elle envoyât ici des agents qui pourraient acheter tout ce dont elle aurait besoin par les voies ordinaires du commerce.

—On écrit de Constantinople, 16 juin, à la *France* :

M. Carré-Kérisouet, député du centre gauche, partit il y a deux mois, pour l'Asie Mineure, à cette fin, il y a une dizaine de jours, se rendait en voiture au palais d'Ismaïl-Kerbek, près de Constantinople, pendant qu'il